

À propos des guerres de libération en Afrique du Nord et de l'Armée de libération du Maghreb (1954-1956) : une génération, deux lignes et trois projets

*Hassan REMAOUN**

Avec le déclenchement des luttes de libération qui allaient mener aux indépendances des anciennes colonies françaises d'Afrique du Nord, Tunisie, Maroc, Algérie, avait été avancée l'idée de la création d'une Armée de libération maghrébine, ceci pour unifier les forces disponibles dans les trois pays et aboutir dans le combat anti-colonial commun, à la réalisation d'une véritable unité politique nord-africaine. Plus d'un demi-siècle après nous ne pouvons que constater l'échec d'une pareille tentative. Il serait cependant intéressant de revenir sur le contexte d'ensemble qui a donné naissance à une pareille utopie, ce avant de la faire avorter, et sur la caractéristique des acteurs qui l'ont portée. Ces derniers participaient en réalité à une génération de nationalistes dont la majorité allaient tenter de mettre en œuvre leur projet, et face à l'échec s'éloigner du rêve unioniste pour se dispatcher selon les trois projets nationaux qui triompheront sur le terrain.

Deux lignes, ou plutôt deux séries de lignes se superposant et s'articulant de manière diverses, allaient en fait s'affronter à l'intérieur des mouvements nationaux : une opposition « des radicaux » face « aux modérés » d'un côté, et de l'autre entre les « utopistes » partisans du grand Maghreb, et les « réalistes » qui privilégiaient dans leur action la lutte d'objectifs liés au projet national propre à chacun des trois pays. Nous admettons cependant qu'il ne s'agit ici que d'un schéma qui pourrait nous aider à pénétrer pour la décortiquer une réalité autrement plus complexe. Nous nous interrogerons en fin de parcours sur cette ou ces générations(?) pour savoir si elles correspondaient au sens développé par Karl Mannheim.

1. L'idée maghrébine des origines jusqu'au déclenchement des guerres de libération

Les spécificités qui caractérisent le Maghreb par rapport à ses voisins des espaces sahélien au sud, égyptien et moyen-oriental à l'Est, voir à

* Socio-historien, Université d'Oran et Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (Crasc), Oran.

d'autres pays riverains de la Méditerranée ont été suffisamment remarquées depuis l'Antiquité par les géographes, historiens et autres anthropologues, au V^e siècle avant J.C, jusqu'à Charles André Julien et Jacques Berque au XX^{ème} siècle, sans oublier bien entendu à la fin du Moyen Age Abderrahmane Ibn Khaldoun, ceci pour nous limiter aux plus connus. Sur le plan culturel le Maghreb actuel constitue un ensemble original marqué par l'usage de la langue berbère, de l'arabe qui a largement gagné sur le terrain depuis le VII^{ème} et encore plus le XI^{ème} siècle, et l'islam depuis la même période qui finira par être dominé sur tout cet espace (en dehors de quelque rares enclaves) par la référence au rite malékite, mâtiné de maraboutisme et de confrérisme plus ou moins soufi. Tout cela articulé sur des structures sociales qui ont certes évolué avec l'histoire, mais qui ont longtemps été marquées par la prédominance de l'organisation tribale avec le jeu des dialectiques nomadisme / sédentarité, autosubsistance / rapports marchands, campagne / ville qui ont inspiré Ibn Khaldoun dans sa théorie de l'Etat maghrébin à partir des catégories de *ûmrâm hadâri* et *ûmrâm badami*, de *açâbîyya* et de *mûlk*. Il serait certes difficile d'analyser le Maghreb moderne en nous limitant à ce type d'approche, la pénétration du capitalisme sous sa forme coloniale ayant sans doute introduit dans tout cet ensemble des transformations profondes sinon radicales. L'idée d'aboutir à une unité politique du Maghreb cultivée dans les mouvements nationaux modernes, a sans doute (dans quelle mesure ?) une relation à ce passé lointain ou proche, lorsque l'unification au moins partielle et problématique a pu être réalisée de façon certes excentrée avec les dominations romaine, arabe (à l'époque omeyyade et abbasside), ottomane et enfin française, mais aussi de façon autocentrée avec par exemple les tentatives de Massinissa dans l'antiquité, ou almoravide et surtout almohade, du XI^{ème} siècle au XIII^{ème} siècle. Ce n'est d'ailleurs pas un simple hasard si les partisans de l'unité maghrébine au sein des mouvements de libération vont largement puiser pour leurs constructions idéologiques dans ce passé largement idéalisé. On le sait cependant depuis Hegel et Marx, que les nouveaux acteurs dans l'histoire ont souvent tendance à se travestir à travers des vêtements et des postures empruntés au passé réel ou fictif, pour tenter d'affirmer leurs positions au vu d'enjeux radicalement nouveaux, ceci qu'ils en soient conscients eux-mêmes ou non. En tous cas durant la période coloniale, le projet va être mis en avant, même si la question de savoir si sa réalisation relevait du possible reste ouverte ! Nous signalerons pour commencer que ces velléités s'affirment au grand jour au moins dès la fin de la première Guerre mondiale, avec des événements, tels le mémoire envoyé en 1919 aux participants du Congrès de Versailles par le « Comité algéro-tunisien » constitué à Genève après les déclarations du président

américain Wilson, la naissance en 1926 à Paris de l'Etoile Nord-africaine (ENA), les contacts avec l'Orient arabe par l'intermédiaire des ulama ou Chakib Arslane¹, et enfin la mise sur pied, sur la lancée de la fondation de la Ligue arabe (en 1945), du Bureau du Maghreb arabe en 1947, puis en Janvier – février 1948 du Comité de libération du Maghreb arabe, présidé par l'Emir Abdelkrim El Khattabi. Cette structure aboutira d'ailleurs lors de son Congrès constitutif à un pacte entre les mouvements représentant les trois pays, et stipulant les trois clauses suivants :

- 1- pas de négociation partielle avec l'occupant (français ou espagnol),
- 2- informer le comité de tout contact mené dans un des trois pays avec les autorités coloniales,
- 3- l'engagement de poursuivre la lutte avec les autres partenaires, même en cas d'indépendance de l'un des trois pays².

De tels principes seront réaffirmés lors des discussions menées par la suite autour du projet de création d'une Armée de libération du Maghreb. L'idée est déjà en gestation puisque huit jeunes Maghrébins sont envoyés entre 1948 et 1951 en stage de formation militaire en Irak. Elle semble d'ailleurs proche de sa matérialisation lorsqu'un nouveau pacte est signé en avril 1954 au siège de la Ligue arabe au Caire entre quatre formations marocaines (l'Istiqlal, le Parti de l'Unité, le Parti de la Réforme nationale, et le Parti Démocratique de l'indépendance), deux formations algériennes (le PPA-MTLD et l'UDMA) et deux tunisiennes (le Destour et le Néo-Destour auxquels viendra s'ajouter un délégué du ministère Cheniki formé par le Bey). L'article 3 de ce nouveau pacte confirme bien qu'il faudra « œuvrer à l'indépendance totale du Maghreb en refusant toute perspective d'union avec la France et co-souveraineté »³. Des « directives » émises par ce comité à l'automne 1955 rejettent de nouveau toute négociation qui ne déboucherait pas sur l'indépendance totale, et préconisent une coordination de la lutte armée⁴. D'ailleurs un communiqué émanant des délégations algérienne et marocaine auprès du Comité de libération du Maghreb arabe et émis sans doute en 1955 (peut être après les accords d'autonomie pour la Tunisie le 3 Juin 1955, ou la conférence d'Aix-les Bains sur le Maroc en

¹ Cf. à ce propos, Bessis, Juliette, « Chakib Arslan et les mouvements nationalistes au Maghreb » in *Revue historique*, n°259,1978 et Charles André Julien, *l'Afrique du Nord en marche Nationalismes musulmans et souveraineté française*, Paris, Ed. Julliard, 1972.

² Grimaud, Nicole, *La politique extérieure de l'Algérie*, Alger, Ed. Rahma, 1994, p. 171 (1ère Ed. Karthala, 1984).

³ Cf. Grimaud, Nicole, *op.cit.*, et Al Dib, Fathi, *Abdelnasser et la Révolution algérienne*, Paris, l'Harmattan, 1985, p. 17.

⁴ Harbi, Mohammed et Meynier, Gilbert, *Le FLN, documents et histoire 1954-1962*, Alger, Casbah Ed., 2004, pp. 775-776.

Août 1955), devait réaffirmer encore la nécessaire unification des groupes de combattants pour l'indépendance de deux pays au sein d'une « Armée de libération du Maghreb arabe »⁵. Il est de plus en plus question de dépasser la simple coordination politique, qui avait déjà permis la présence d'une délégation nord-africaine commune dirigée par le tunisien Salah Benyoussef, en Avril 1955 à la conférence afro-asiatique de Bandung.

2. Deux plaques tournantes pour la mise en œuvre du projet : le Caire et le Rif

Le processus commence donc à germer au début du vingtième siècle, c'est-à-dire lorsque les trois pays concernés ici se seront retrouvés sous la même domination coloniale française : l'Algérie à partir de 1830, la Tunisie en 1881, et le Maroc en 1912 sauf pour la partie nord occupée par l'Espagne (ainsi que quelques autres enclaves), et Tanger sous statut international, et il prendra forme avec la maturation des mouvements nationaux. Au-delà des initiatives dont il a déjà été question, les moments qui auront marqué la naissance du projet d'une Armée de libération maghrébine, auront été sans doute la constitution au Caire et au contact de la Ligue arabe en janvier-février 1948 du Comité de libération du Maghreb arabe présidé par l'Emir Abdelkader El Khattabi, le pacte signé toujours au Caire en Avril 1954 entre les partis maghrébine, et bien entendu le déclenchement des guerres de libération nationale dans les trois pays.

Le Caire constituait un lieu très propice pour la maturation d'un pareil processus, puisque cette ville était le siège de la Ligue des Etats arabes fondée en 1945, permettant ainsi le contact avec les pays indépendants du Moyen Orient et les différentes composantes qui animaient le nationalisme arabe, et que l'arrivée au pouvoir en Egypte à partir de 1952 des Officiers libres allait susciter un engagement plus soutenu dans l'appui des mouvements nationaux dans le Monde arabe. Les exilés politiques venus du Maghreb gardant le lien avec leurs organisations d'affiliation y affluaient en trouvant là, un terrain particulièrement favorable pour échanger leurs expériences et tenter de coordonner leurs actions. C'est ainsi qu'un mois après la création de la Ligue des Etats arabes (le 22 Mars 1945), arrive Habib Bourguiba au Caire (le 26 Avril 1945) puis d'autres réfugiés tunisiens membres du Néo-Destour à partir de Juin 1946 : le docteur Habib Thameur, Taieb Slim, Hedi Saidi, Hassine Triki et Rachid Driss, et pour le vieux Destour Mahiedine Klibi.

⁵ *Op.cit.*, pp. 764-765.

De nouveaux arrivants seront signalés par la suite, tel Saleh Benyoussef qui échappe à une arrestation en 1952 (année de l'assassinat de Ferhat Hached). Du côté marocain, Allal El Fassi s'y rend aussi le 25 Mai 1947 après son exil au Gabon (entre 1939 et 1946), précédé ou suivi par Mohammed Abboud, Mhamed el Fassi et Abdelkhalek Torrès (qui dirigeait le parti de la Réforme *Islab* dans le Maroc espagnol), ainsi que Ahmed Mlih, Abdelmajid Benjelloul, Mohamed Hassan Ouazzani, Mekki Naciri et bien entendu le 31 Mai 1947 l'Emir Abdelkrim el Khattabi échappé d'un bateau qui le ramenait en France de la Réunion où il était en déportation. Des Algériens aussi s'exilaient ou transitaient par le Caire, tels Chadli Mekki qui y représentait le PPA dès 1945, le Docteur Mohammed Lamine Debaghine de passage en 1949, puis résident en 1955 et Messali Hadj en 1951-1952, Mohammed Khider durant l'été 1951 et Hocine Ait Ahmed en Mai 1952, suivis de Ahmed Benbella en 1953 et qui dirigeront tous trois la Délégation extérieure du PPA-MITLD. Mhammed Yazid y a séjourné aussi, tandis que des personnalités comme Mohammed Boudiaf et Larbi Ben Mhidi y feront des transits comme ce fut le cas en 1954⁶. A cette liste non exhaustive, on devra ajouter bien d'autres noms de politiques exilés ou de passage et de résidents maghrébins, tels Aly el Hammamy, le cheikh Bachir El Ibrahimî, les étudiants Belkacem Zeddour et le futur colonel Boumediene⁷ et bien d'autres, comme nous le verrons par la suite pour quelques-uns.

Le Caire prenait donc la relève de Paris (et dans une moindre mesure Genève puis Berlin où activait Chakib Arslane) qui avait constitué un moment le principal lieu de contact entre patriotes maghrébins et avant

⁶ Cette liste non exhaustive, bien entendu a été constituée à partir de lectures, parmi lesquelles nous signalerons : Rachid Driss *Reflet d'un combat*. Tunis, publications de l'Institut supérieur d'histoire du Mouvement national, 1996 ; Hocine Aït Ahmed, *La guerre et l'après-guerre*, Paris, Editions de Minuit, 1946 ; René Gallissot, « La décolonisation du Maghreb : de l'Afrique du Nord au Maghreb en suspens », in Mohammed Harbi et Benjamin Stora (dir.) *La Guerre d'Algérie 1954-1962* (tome 1, la fin de l'amnésie), Paris, Ed, 2004 ; Ch. A. Julien *l'Afrique du Nord en marche* ; OPCIT ; et Nicole Grimaud, la *Politique extérieure de l'Algérie, op. cit.*

⁷ Pour ce qui est des étudiants ayant transité par l'Egypte, on pourra consulter par exemple : خالد بن فرج عبيد في مصر - "محاولة تنظم الطلبة التونسيين ذو الأصول الزيتونية في مصر: بين حلم وواقع" (1952-1948) "الطرفية" in Amira Aleya-Sghair (coord.), Actes du colloque international sur : *Autour de la Zitouna : religion, société et mouvement nationaux au Maghreb* tenu le 5 et 6 Mai 2002 à Tunis), Université de la Manouba, publications de l'Institut supérieur d'histoire du mouvement national série : histoire du mouvement national, n°11, 2003.

Pour l'Algérie durant la guerre de libération : les témoignages de Lemnouar Merouche (p. 712-713 et 776-779) in M. Harbi et G. Meynier, le *FLN, Documents et histoire 1954-1962* Alger, *op.cit.*

que le Maghreb même ne prenne la relève avec les premières indépendances. Avec le déclenchement des guerres de libération nationale l'Égypte sera un des centres de la solidarité afro-asiatique qui aboutira en Avril 1955 à la Conférence de Bandung, et servira de plateforme à l'organisation des convois d'armements par terre via la Libye ou par mer en direction du Maghreb occidental comme ce sera le cas pour l'expédition du Dina, une première, parti d'Alexandrie et débarqué dans la région de Nador dans la partie marocaine sous autorité espagnole. En fait la mésentente franco-espagnole sous le régime de Franco, permettra aussi, avec une certaine complaisance de personnalités comme le gouverneur Valino, de faire du Nord du Maroc, voire de la péninsule ibérique elle-même, une sorte de sanctuaire pour les contacts et la logistique dont avaient terriblement besoin les maquis algériens et marocains.

En fait le Rif marocain aura constitué entre 1954 et 1956, une importante base pour la tentative de mise sur pied d'une Armée de libération maghrébine, et le mouvement insurrectionnel des années 1920 dans cette zone avait déjà eu quelque impact sur la construction de l'utopie maghrébine ; la présence de Abdelkrim El Khattabi au Caire, n'en est comme nous le verrons aussi, qu'un des révélateurs.

3. Le déclenchement des guerres de libération et l'avancée du projet d'Armée de libération du Maghreb

Les mouvements nationaux sous leur forme moderne, qui avaient depuis leur fondation dans l'Entre-deux guerres essentiellement misé sur une action politique pacifiste vont après la déception des espoirs mis en l'arrivée au pouvoir en France en 1936 du Front populaire, et les effets sur leurs sociétés de la seconde Guerre mondiale, s'orienter de plus en plus vers la voie armée pour s'opposer au système colonial qui sévissait dans leurs pays.

- En Tunisie d'abord où sous le régime de Vichy des éléments du Néo-Destour se lancent dans des actions de sabotage et constituent en 1941 une organisation clandestine « la Main noire »⁸. Si cette dernière aura eu une existence éphémère, le feu continuera à couvrir et face à la répression coloniale qui prendra un caractère massif en 1952 et sera marquée par l'assassinat (le 5 Décembre) du dirigeant de l'UGTT Ferhat Hached, les mouvements de désobéissance civile et de grève animés par le Néo-Destour et l'UGTT, mais aussi le Parti communiste prennent en ampleur avec l'apparition de groupes armés dans les villes et de

⁸ Driss, Rachid, *op.cit.*

« Fellaghas » qui sillonnent les campagnes. L'armée de libération affiliée au Néo-Destour et dirigée en fait par Salah Benyoussef et Tahar Assouad était née en Tunisie et finira de se structurer en 1953 pour atteindre un nombre de combattants estimé en 1954 entre 3000 et 4000⁹.

- Au Maroc ensuite où les prises de positions fermement anti-coloniales affirmées par le Roi Mohammed V depuis son discours de Tanger du 9 Avril 1947 et l'activité des partis politiques nationaux vont susciter l'accentuation de la répression menée par les Français notamment après l'assassinat du dirigeant syndical tunisien Ferhat Hached et déboucher sur l'interdiction de l'Istiqlal et du Parti communiste puis sur la déposition du monarque le 20 Aout 1953, suivi de sa déportation à Madagascar. Des groupes pratiquant le terrorisme urbain, « Main noire », « Croissant noir » et « Mounadahma Serrya » ou encore les « Lions de la libération » et « l'Armée de l'Atlas », certains d'entre eux au moins semblent être liés à des partis politiques (Parti communiste semble-t-il pour la Croissant noir, et plus sûrement la Mounadhamâ Serriya dirigée par le Fqih Basri pour l'Istiqlal). Ils vont entrer en action avant que ne se constitue en 1955, l'Armée de libération marocaine, à l'initiative du Docteur Abdelkrim Khatib, proche d'abord de Allal El Fassi et de l'Istiqlal, puis le placement ensuite sous l'égide de la monarchie¹⁰.

- En Algérie enfin où après la répression sanglante de Mai 1945, des rescapés du groupe de l'Organisation spéciale (OS) fondée par le PPA-MTLD en 1947, et découverte et démantelée par la police française en 1950, vont dans le contexte de scission consommée dans leur parti entre « messalistes » et « centralistes », mettre sur pied un « Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action » (CRUA) en vue de réunifier les deux ailes du parti, puis face à l'échec de la tentative, constituer le groupe des 22 (ou 21), lequel sera à l'origine de la création du FLN-ALN et du déclenchement de l'insurrection nationale du 1^{er} Novembre 1954¹¹. C'est ce mouvement qui aura l'hégémonie dans la lutte armée après l'intégration en Juillet 1956 des combattants de la libération (CDL) affilés

⁹ Ch. Julien, A., *L'Afrique du Nord en marche*, op.cit.; Camau, Michel, *la Tunisie*, Paris, Ed PUF, 1989 ; et Rivet, Daniel, *le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Paris, Hachette littératures, 2002.

¹⁰ Waterbury, John, *Le commandeur des croyants*, Paris, Ed. PUF, 1975 ; et Mohammed Zade, *Résistance et Armée de libération nationale au Maroc (1947-1956) De l'action politique à la lutte armée, rupture ou continuité ?*, Rabat, Edité par le Haut-commissariat aux Anciens Résistants et Anciens membres de l'armée de libération, 2006.

¹¹ Harbi, Mohammed, *le FLN Mirage et réalité. Des origines à la prise du pouvoir*, Paris, Ed. JA-SDT, 1980 et 1985.

au Parti communiste, puis l'élimination des groupes messalistes constitués au sein du MNA.

Des démarches et initiatives en vue de la coordination voir de la fusion de la lutte armée dans les trois pays avaient comme nous l'avons signalé eu lieu au moins depuis la création au Caire au début de 1948 du Comité de libération du Maghreb arabe, présidé par l'Emir Abdelkrim El Khattab, puis poursuivies avec la signature en Avril 1954 au siège de la Ligue arabe du Pacte entre différents partis maghrébins et des directives émises encore à l'automne 1955, c'est-à-dire au moment où les Armées de libération avaient déjà été mises sur pied, aussi bien en Tunisie, qu'en Algérie et au Maroc.

Des déclarations émanant des mouvements en activité sur le terrain confirmaient d'ailleurs bien que l'objectif unioniste était à l'origine ciblé par chacun d'entre eux :

- en Algérie la proclamation annonçant la création du FLN et l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, faisait ainsi référence au « processus de lutte de libération de l'Afrique du Nord », et se prononçait pour la réalisation de l'unité nord-africaine « dans son cadre naturel arabo-islamique » ;

- le premier communiqué diffusé en 1955 au Maroc après la création de l'Armée de libération précisait qu'elle était « constituée par l'ensemble des mouvements nationaux de résistance en Afrique du Nord », et se fixait comme objectif « le combat sans répit jusqu'à la réalisation totale de l'indépendance pour les pays du Maghreb arabe, et le retour du sultan légitime du Maroc au trône à Rabat ». D'ailleurs dans différents communiqués émis, il est fait référence à l'Armée des libérations du Maghreb arabe¹² ;

- en Tunisie enfin et sur ce point, il est vrai en opposition à la ligne défendue par Bourguiba depuis les accords d'autonomie signés avec la France le 3 juin 1955 (ligne qui finira par l'emporter), Salah Benyoussef qui continuait à occuper le poste de secrétaire général du Néo-Destour (avant sa mise en minorité le 17 novembre 1955 au congrès de Sfax), défendait encore le 7 octobre 1955, dans un prêche à la grande mosquée de la Zitouna « la liberté indivisible de l'Afrique du Nord », en dénonçant l'accord séparé d'autonomie entre la France et la Tunisie¹³.

¹² Cf. Zade, M., *op.cit.*, et Bouzar, Nadir, *L'Armée de libération nationale marocaine. Retour sans visa (journal d'un résistant maghrébin)*, Paris, Ed. Publisud, 2002.

¹³ Cf. Grimaud, N., *op.cit.*, et Gallissot, R., *op.cit.*

La coordination de l'action née des résistants des trois pays allait en fait devenir de plus en plus effective non seulement dans les aspects politiques mais aussi sur le plan militaire.

D'ailleurs fin 1955 ou début 1956, Ahmed Benbella, Mohamed Boudiaf et Larbi Ben M'hidi pour l'Algérie, le docteur Mehdi Benaboud et Mohammed Ben Abdellah El Messâdi (Abbas) pour le Maroc, présentés par Fathi Dib comme « les chefs de l'Armée de libération du Maghreb arabe » se seraient retrouvés dans la capitale égyptienne pour dresser un bilan de leur activité politique et militaire¹⁴.

Une autre réunion tenue toujours au Caire en Février 1956 et à laquelle auraient participé notamment le docteur Abdelkrim Khatib pour le Maroc, Tahar El Assouad pour la Tunisie et Ahmed Benbella pour l'Algérie, en présence d'Égyptiens, aurait abouti sur la décision de création « d'un commandement commun de la lutte en Afrique du Nord qui comprendrait des chefs de chaque armée de libération ». Il aurait de même été arrêté par les participants, « de commencer à prêcher l'unité des trois pays afin de créer le Maghreb arabe aussitôt après leur libération »¹⁵.

Les rencontres et discussions menées en vue de la concrétisation du projet n'auraient cependant jamais abouti, si elles ne s'étaient déroulées qu'en Égypte. Des initiatives sont effectivement prises et réalisées au Maghreb même sur le terrain de la lutte.

4. Les contacts établis sur le sol maghrébin jusqu'à la constitution de l'Armée de libération au Maroc

C'est le Maghreb en effet qui constituait le terrain et le enjeu des luttes, et était de ce point de vue loin de constituer un simple réceptacle des rencontres, déclarations et initiatives annoncées à partir de la capitale égyptienne. Nous avons abordé le contexte qui avait vu l'éclosion des luttes de libération dans les trois pays et les velléités unionistes qui semblaient les accompagner. Des contacts ont réellement existé entre les sociétés et les Mouvements nationaux, non seulement à travers l'émigration en France devenue massive depuis l'Entre-deux Guerres,

¹⁴ Se référant à Ait Ahmed (p. 172), Nicole Grimaud situe une réunion tenue en septembre 1955 à laquelle auraient participé du côté algérien Lamine Debaghine, Ahmed Benbella et Hocine Ait Ahmed. Fathi Dib, qui en a donné une version plus détaillée, parle de janvier 1956 (pp. 101-113). S'agit-il de la même rencontre ou de deux rencontres différentes ? Est-ce la même rencontre signalée par Harbi et Meynier, *op.cit.*, pp.764-765 comme s'étant tenue en 1955 dans le cadre du Comité de libération du Maghreb arabe ? Des rencontres au Caire se seraient poursuivies entre Algériens, Marocains et Tunisiens jusqu'en juillet 1956, p. 172.

¹⁵ Cf. Dib, Fathi, *op.cit.*, pp. 117-119.

mais aussi dans les différents pays concernés où des familles entières se déplaçaient pour rechercher du travail, faire fructifier des affaires comme fonctionnaires de l'administration affectés en dehors de leurs pays d'origine, ou tout simplement pour pouvoir mener des études à la Zitouna de Tunis, dans une moindre mesure à la Qaraouia de Fez, mais aussi pour les lettrés en langue française à l'Université d'Alger. Les émigrations, et la nature des frontières qui à l'époque avaient plus un caractère administratif que politique, vont permettre à des Tunisiens, Algériens et Marocains de militer non seulement dans leurs pays d'origine, mais avec une certaine facilité au sein des mouvements sociaux et politiques des pays voisins¹⁶.

Les contacts vont se poursuivre jusqu'au déclenchement des Guerres de libération, lorsque des armes vont transiter vers l'Algérie via la Libye et la Tunisie à l'est, et le Maroc à l'ouest, et dans une certaine mesure, même après l'indépendance des deux derniers pays lorsque les frontières tendront à devenir plus hermétiques puisque le Maroc et la Tunisie continueront à servir comme bases arrières pour les combattants algériens.

Il est ainsi établi que des contacts avaient existé de chaque côté des frontières entre organisations qui combattaient la colonisation française depuis 1954 notamment, année de préparation puis du déclenchement de l'insurrection algérienne.

Les relations des Algériens avec les combattants de Tunisie seront cependant perturbées suite à la proclamation de l'autonomie de ce pays le 3 juin 1955, surtout après que Salah Benyoussef ait été mis en minorité au Congrès du Néo-Destour, tenu à Sfax le 17 novembre 1955, entraînant la dissidence des partisans de ce dernier, et que Habib Bourguiba n'impose le contrôle des passages d'armement pour isoler ses adversaires¹⁷. Pour ce qui est des relations avec les Marocains, il semble selon un témoignage de Mohammed Boudiaf qu'elles aient débuté dès août 1954, lorsque ce dernier avait passé la frontière une première fois

¹⁶ Pour les Partis communistes, cf. Hassine Raouf « Le Parti communiste et la question nationale » in René Gallissot (dir.). *Mouvement ouvrier, communisme et nationalisme dans le monde arabe*, Paris, *Cahiers du MT Social*, n°3, Ed. Ouvriers, 1978. Et pour la conférence de 1946 cf. Mahfoud Kaddache, *Histoire du nationalisme algérien (1919-1951)*, Tome II, Alger, SNED, 1980, p.817. Une solidarité inter-maghrébine avait d'ailleurs en à s'exprimer suite à la Guerre du Rif en 1926, des massacres de mai 1945 en Algérie ou de l'assassinat de Ferhat Hached en décembre 1952 en Tunisie. Les organisations politiques se retrouvaient dans des rencontres de concertation, comme ce fût le cas pour les partis communistes Nord-Africain en août 1943 ou lors de la conférence de Tanger en 1946 des partis nationalistes (Istiqlal, Néo-Destour et PPA représenté par le docteur Lamine Debagine et Filali Embarek.

¹⁷ Grimaud, Nicole, *op.cit.*

avec Larbi Ben Mhidi puis une seconde fois selon des témoignages marocains, tout seul à la fin de 1954, pour se diriger vers Nador et Tétouan dans le Maroc Espagnol. Il aurait ainsi pris contact avec des responsables de l'Istiqlal, notamment le représentant de ce parti à Tétouan, Ahmed Ziad, avant que ce dernier ne soit écarté et remplacé par le Docteur Abdelkrim Khatib lequel avait été désigné à ce poste au début de 1955, sur proposition de Allal et Fassi alors installé en Caire. Entre 1955 et début 1956, les contacts seront ainsi périodiques dans le Rif ou parfois même à Madrid (en présence de l'attaché militaire égyptien et du Docteur Hafid Ibrahim d'origine tunisienne), entre du côté algérien toujours Boudiaf et Ben Mhidi et du côté marocain, le Docteur Khatib désigné comme chef politique de l'Armée de libération et des personnalités de l'Istiqlal comme Abdelkrim El fassi (cousin de Allal El Fassi), Abderrahmane Youssefi ou Abdellah Sanhaji, Said Bounailet, et Mohamed Ben Abdellah El Msaadi (dit Abbas). Ces trois derniers vont activer notamment dans le Rif oriental où sera installé en 1955 dans la région de Nador un centre d'instruction militaire (au sein duquel enseignera notamment Larbi Ben M'hidi), et qui formera l'encadrement de l'Armée de libération pour la zone Rif-Maroc oriental commandée par Abbas. Un autre centre d'instruction existait à Djenane Rouhni dans la région de Tétouan. Il était dirigé par un ancien fonctionnaire du contrôle civil, puis officier dans l'armée française lorsqu'éclate la seconde Guerre mondiale, Nadir Bouzar (Abdelkader), qui sera désigné comme commandant de l'Armée de libération (A.L) pour la zone Nord-Atlas. C'est lui par ailleurs qui après avoir pris contact avec Abdallah Haddaoui (Mahdjoub) et ses compagnons, ralliera les combattants affiliés au Croissant noir à l'Armée de libération, laquelle dès sa fondation en 1955 marquera sa rupture avec l'Istiqlal pour se placer avec le Docteur Khatib sous l'autorité du roi Mohammed V, alors encore en exil. Khatib et Bouzar comme certainement d'autres combattants de l'A.L avaient des relations particulières avec l'Algérie, puisque tous les deux étaient fils d'Algériens, Khatib ayant même, ce qui était courant à l'époque, fait des études à l'Université d'Alger. Nadir Bouzar par ailleurs réfugié au Caire depuis 1953 semble avoir été le véritable responsable de l'expédition du navire Dina qui partit d'Alexandrie, déchargera en mars 1955 une cargaison d'armements dans la région de Nador ainsi que sept étudiants destinés à rejoindre les maquis algériens, Mohammed Boukharouba notamment (le futur colonel Boumediene). Il y a là un point d'histoire à préciser parce que durant longtemps, la thèse qui avait prévalu et présentée par Fathi Dib dans ses mémoires, avançait le nom du soudanais Brahim Naili, qu'on soupçonnera plus tard d'être un aventurier jouant un double jeu, (après l'arraisonnement de l'Athos par

les Français Oranie en 1956), comme ayant été le responsable de cette expédition, alors qu'en fait, il était le second du Capitaine Jean (Milan, un Yougoslave responsable de l'équipage) et représentait en même temps les propriétaires du navire tout en étant chargé des contacts à l'arrivée pour des raisons liées au statut de passagers clandestins des Algériens présents dans le navire. Si le jeune Boukharouba à lui-même été présenté parfois comme ayant été le responsable de l'expédition, le journal rédigé et publié par Bouzar, relatant le déroulement du voyage du Dina, avec une préface signée par Ahmed Benbella et confirmant ses dires, ne devrait pas laisser de doutes à ce sujet¹⁸.

Nous reviendrons sur le cas de Nadir Bouzar lorsque nous aborderons l'impact du phénomène générationnel sur le projet d'Armée de libération du Maghreb, et la solidarité de lutte entre Marocains et Algériens.

5. De l'expédition du Dina aux négociations séparées : vie et mort de l'Armée de libération du Maghreb.

A partir du recoupement de témoignages, d'articles de presse et de contributions et travaux maintenant assez diversifiés, il est possible de retracer le déroulement des principaux événements, en ce qui concerne notamment les relations entretenues entre les combattants marocains et algériens. Ils semblent en effet avoir mené entre la fin de 1954 et la proclamation de l'indépendance du Maroc en mars 1956, l'expérience la plus poussée en vue de la mise en œuvre du projet d'Armée de libération du Maghreb et ce à travers à des initiatives concertées et parfois coordonnées sur le terrain ; nous pouvons en citer quelques-unes :

- l'expédition du Dina en Mars 1955 tout d'abord, navire parti d'Alexandrie avec une Cargaison d'armement. Des personnalités, telles Benbella et Boudiaf avaient joué un rôle important dans l'organisation de ce transfert, ceci en relations avec les services égyptiens représentés par Fathi Dib. L'accostage du navire dans la région de Nador semble avoir été retardé, par une surveillance redoublée de la côte par la police

¹⁸ Bouzar, Nadir, *L'Odyssée du Dina*, Alger, Bouchene-Enal, 1993. Le témoignage de Benbella est corroboré par celui d'un des compagnons de maquis de Bouzar, le colonel major de l'Armée marocaine Mustapha Hosni El Abdi, repris dans un autre livre de Bouzar, *L'Armée de libération nationale marocaine 1955-1956. Retour sans visa*. Il est bizarre que le nom Bouzar ne soit même pas cité par Fathi Dib dans son ouvrage, *Abdel Nasser et la Révolution algérienne*. Bouzar et Dib ne donnent d'ailleurs pas les mêmes noms (en dehors de Boukharouba) pour les 7 jeunes algériens de l'expédition. Des pseudonymes liés à la situation de clandestinité étaient sans doute usités, mais Dib se trompe souvent dans les noms de maghrébine. Pour ce qui est de l'omission du nom de Bouzar il y'a peut-être d'autres raisons liées aux à une mésentente ultérieure qui l'aurait opposé aux services égyptiens.

espagnole dans le Rif, et des soupçons avaient été portés par les nationalistes sur le rôle dans cette affaire de Ahmed Ziad qui était le délégué de l'Istiqlal à Tétouan. On lui inventera suite à cela une mission en Egypte où il fût cueilli par la police égyptienne et emprisonné jusqu'à l'indépendance du Maroc. Le Dina arrive cependant à décharger sa cargaison grâce à des militants marocains et les armes sont réparties entre combattants du Rif (pour le tiers) et ceux de l'autre côté de la frontière en Oranie¹⁹ ;

- les actions armées d'Août 1955 au Maroc et en Algérie : en effet des actions militaires simultanées avaient été projetées, et selon le militant marocain Mohamed Bahi qui avait participé à la Révolution algérienne, Abderrahmane Youssoufi, Abdelkrim el fassi, Abdelkrim Khatib, Ahmed Benbella et Mohamed Boudiaf se seraient rencontrés à Madrid pour en discuter. La journée du 18 juin 1955 anniversaire de l'assassinat par la police française en 1954 du militant de la Mounadama Serya, Mohamed Zerktouni, aurait d'abord été proposée, avant que la date du 20 Août, qui marquait le second anniversaire de la déposition du Sultan et sa déportation en 1953 ne soit retenue²⁰, ceci en signe de soutien à la Résistance marocaine, à la veille de l'ouverture de la conférence d'Aix les Bains (du 22 au 26 Août). Au Maroc en effet une série d'émeutes et actions meurtrières sont menées par les résistants contre les Français entre le 18 et le 22 Août à Khenifra, Boujad, Oued Zem et Khourigba, tandis qu'en Algérie un mouvement insurrectionnel est déclenché à l'initiative de Zighout Youcef dans le Nord Constantinois. Malgré des doutes qui ont été émises quant à la disponibilité algérienne et aux problèmes de liaison et de transfert de l'information, il ne semble pas que le choix de cette date dans les deux pays en même temps ait été fortuit²¹.

- enfin, des opérations synchronisées entre combattants dans le Rif et en Oranie se produisent à partir du 1^{er} octobre 1955. Dans l'extrême Ouest de l'Algérie des attaques sont lancées à Nédroma, à Marnia, Ghazaouet et leurs régions, embrassant les Monts des Traras et de Tlemcen, ou des ratissages mobilisant des milliers de militaires français avec intervention de l'aviation vont avoir lieu entre 1955 et 1957, avec notamment les deux batailles du Felaoucène (en 1956 et 1957 dans les Traras). Dès 1956 l'insurrection aura gagné Béni Saf et Ain Témouchent

¹⁹ Des témoignages existent sur les conditions de débarquement et de transferts des armes. On pourra se référer pour le côté marocain à Mohammed Zade, *op.cit.*, et au numéro spécial publié en 2006, de la revue *الذاكرة الوطنية* éditée par le Haut-Commissariat aux Anciens résistants et membres de l'Armée de Libération du Maroc. Ce numéro spécial avait pour intitulé : *الدعم المغربي لحركة التحرير الجزائرية*.

²⁰ Témoignages repris par Zade, Mohammed, pp. 207-209.

²¹ Sur l'état de la question, *ibid.*, pp. 199-209.

puis les régions de Sidi Belabbes, Mostagnem, les Monts de Saida e jusqu'à Aflou à la porte du désert²². Dans le Nord-Est du Maroc, les combats vont surtout se concentrer dans le triangle Tizi-ouzli – Aknoul – Bouired, entre le Rif et les Monts des Béni Snassen, où les combattants s'attaquent aux troupes du général de division pour la région de Fez, Agostini qui doit faire appel aussi au soutien de l'aviation²³. Dans ce pays les combats sont donc limités au début à la zone Rif-Maroc oriental, parce que l'espionnage français et la méfiance espagnole dans la région de Tétouan poussent à la prudence les combattants de la zone Nord-Atlas qui ne lanceront leur offensive que le 1^{er} Janvier 1956, après avoir passé les lignes de la zone française du protectorat. Plusieurs groupes interviennent en effet notamment dans l'Atlas surprenant les troupes françaises déjà embourbées dans le Maroc oriental. Le Maroc semble s'embraser à nouveau, mais le 7 mars, l'Armée de libération cesse les hostilités tout en demeurant sur le terrain.

En fait, depuis que le projet avait commencé à être mis en œuvre entre la fin de 1954 et les débuts de l'année 1955, les données avaient changé sur le plan politique et avec elles les objectifs fixés. Comme le notait Nadir Bouzar : « Notre point de vue c'était : Dien Bien Phu, un Dien Bien Phu à l'échelle de l'Afrique du Nord. Mais le Roi paraît un nouvel espoir. Il faut l'aider »²⁴.

En effet du 22 au 26 Août 1955 le gouvernement français dirigé par Edgar Faure organisait la rencontre d'Aix les Bains avec des partis politiques marocains (l'Istiqlal et le Parti démocratique indépendant). Le 30 octobre Mohammed V arrive d'exil à Paris et le 16 novembre il est accueilli à Rabat. Le 15 février 1956 des négociations sont entamées à Paris entre le gouvernement français et le chef de gouvernement du

²² Mohamed Boudiaf y fait référence dans *Où va l'Algérie ?*, Paris, Ed. Librairie de l'Etoile, 1964, p.59-60. Un certain nombre de ces actions ont été recensées par Djamila Amrane à partir d'une lecture de la presse quotidienne coloniale d'Alger ; cf. sa contribution « L'extension de la lutte armée pendant les premières années de la Guerre de libération nationale », au colloque international d'Alger (24-28 novembre 1984), *Le Retentissement de la Révolution algérienne, Actes*, Alger, Editions ENAL-GAM, 1985. Mahfoud Kaddache aborde aussi ces événements, mais situe paradoxalement en 1956 le débarquement d'armes du Dina et l'offensive lancée le 1^{er} octobre 1955. Comme d'ailleurs pour Djamila Amrane, il ne signale pas qu'il s'agissait d'une opération synchronisée entre combattants marocains et algériens. Cf. M. Kaddache *Et l'Algérie se libéra 1954-1962*, Alger, Edif 2000, Paris-Méditerranée, 2003, p. 76-77. Ceci est encore plus étonnant pour Mohamed Lemkani, présent à la frontière algéro-marocaine, durant les événements et qui en parle dans son beau livre de témoignages *Les hommes de l'ombre. Mémoires d'un officier du MALG*, sans se souvenir apparemment qu'il s'agissait d'une opération synchronisée, ceci d'autant plus qu'il témoigne de la présence à ses côtés de militants marocains.

²³ Cf. Boudiaf, M. *op.cit.*, Zade, M.

²⁴ Bouzar, N., *L'Armée de libération marocaine 1955-1956, op. cit.*, p. 36.

Sultan Embarek Bekkaï et aboutissent le 2 mars sur l'abrogation du traité du protectorat. L'indépendance est donc proclamée.

Le même processus avait été parallèlement engagé par le gouvernement français avec Lamine Bey et Bourguiba pour la Tunisie où des accords d'autonomie sont signés dès le 3 Juin 1955 et l'indépendance « dans l'interdépendance librement consentie » proclamée le 20 mars 1956. Le gouvernement dirigé par Guy Mollet n'avait pas perdu de temps, puisque dès le 12 mars il s'était fait voter par le parlement français « les pouvoirs spéciaux » en Algérie. Christian Pineau son ministre des affaires étrangères sera encore plus explicite le 2 juin devant ce parlement en déclarant : « le gouvernement... a décidé de mener une politique de confiance et de négociations en Tunisie et au Maroc, contre l'assurance que tout serait mis en œuvre pour tenir l'Algérie »²⁵. Ce ne seront pas de vains mots puisque nous aurons en Juillet 1956 l'agression tripartite de Suez, le 22 octobre le détournement de l'avion transportant Benbella, Boudiaf, Ait Ahmed, Khider et Lacharef, et à partir de janvier 1957, la sanglante répression de la grève des huit jours en Algérie (la Bataille d'Alger), suivie de l'assassinat de Larbi Ben M'hidi. La course contre la montre ne concerne cependant pas que les Français qui n'échapperont pas eux-mêmes par la suite à quelques perturbations du fonctionnement institutionnel de leur Etat, mais elle a lieu au Maghreb même.

6. Le Maghreb et l'effondrement de la colonisation : deux lignes, trois projets et des luttes pour l'accès au pouvoir.

A l'apogée des mouvements nationaux au Maghreb, deux lignes commençaient déjà à s'affronter sur les formes de luttes à mener pour mettre fin à la colonisation : par la voie pacifique ou en faisant appel à l'usage des armes.

L'incapacité de la colonisation française au Maghreb à prendre en considération les initiatives des politiques pour mettre fin à son système de domination débouchera sur le ralliement de l'essentiel des acteurs anti-coloniaux au soutien ou même à l'usage de la voie armée. L'histoire aura en quelque sorte tranché, les activités légales et pacifiques seules possibles durant une période, auront d'ailleurs elles-mêmes préparé les conditions de la radicalisation des acteurs. La lutte entre deux lignes et sans que les protagonistes soient d'ailleurs les mêmes que lors de l'étape précédente semble reprendre, mais autour d'une nouvelle alternative dont les deux termes en compétition seraient le combat mené ensemble comme stratégie pour unifier politiquement le Maghreb, ou « chacun

²⁵ Cf. Grimaud, Nicole, p. 170.

pour soi » (ce qui n'empêcherait pas une solidarité tactique) en vue d'aboutir aux indépendances dans le cadre d'Etats cantonnés dans les limites administratives héritées du passé pré-colonial et encore plus colonial. Ici aussi l'histoire semble avoir tranché, en faveur du second terme bien entendu permettant l'éclosion de trois projets qui donneront naissance à trois Etats nationaux. Une solidarité de fait en direction des combattants algériens continuera bien sûr à s'exercer notamment de la part des peuples marocain et tunisien dans les années qui suivront l'indépendance de leurs pays, ainsi que de leurs gouvernements sur un plan plus officiel. Lorsque les combats s'arrêteront dans les deux pays, les stocks d'armements et parfois des fonds (des dons irakiens pour le Maroc) sont spontanément mis entre 1955 et 1956 par les combattants à la disposition de l'ALN en Algérie, de même que des installations et centres d'instruction continueront à servir au profit du pays frère, pour qui le Maroc et la Tunisie (et dans une certaine mesure la Libye) continuent de servir de bases arrières.

La stratégie a cependant bel et bien changé suscitant des tensions à l'intérieur même du FLN comme l'indique la correspondance entre la délégation extérieure installée au Caire et les autres dirigeants restés sur le terrain en Algérie. A Khider qui dans un courrier daté du 15 février 1956 faisant état des contacts avec l'Emir Abdelkrim pour le Maroc et Salah Benyoussef et Tahar Assouad pour la Tunisie opposés aux négociations séparées qui allaient dans les semaines qui suivent mener à l'indépendance des deux pays, Abbane répondait : « Nous n'avons pas la même optique que vous sur cette question. Vous donnez l'impression d'être des Nord-Africains avant d'être des Algériens. Pour nous, nous sommes d'abord des Algériens avant d'être des Nord-Africains. Au lieu de passer votre temps et de dissiper votre énergie à vouloir entraîner dans la lutte la Tunisie et le Maroc (qui sont que vous le vouliez ou non dans leur immense majorité derrière Bourguiba et le Sultan) vous ferez mieux de consacrer tous vos efforts à l'Algérie »²⁶.

Si la plateforme de la Soummam (Août 1956) ne perd pas pour autant de vue la perspective de création d'une Fédération nord-africaine, le détournement (en octobre 1956) de l'avion transportant les responsables du FLN vers Tunis pour assister à une conférence maghrébine avec Mohammed V et Bourguiba, le manque de prise en charge des résolutions de la conférence de Tanger (30 avril 1958) regroupant le

²⁶ Cf. Belhocine, Mabrouk, *Le Courrier Alger - le Caire 1954-1956 et le Congrès de la Soummam dans la Révolution*, Alger, Casbah Editions, 2000, voir p. 135-136 ; p. 154 et aussi p.162 et p.180. Voir aussi les positions de la plateforme développées à propos du Maghreb dans la plateforme de la Soummam (août 1956).

FLN, le Néo-Destour et l'Istiqlal, ainsi que les ambiguïtés puis les déceptions engendrées aux yeux des Algériens par la conférence de Tunis (17 au 20 juin 1958) tenue avec les représentants des gouvernements des deux pays voisins n'aideront pas au-delà des déclarations de solidarité à changer la donne. Les Algériens se plaindront même de pressions et d'entraves à leurs actions dans les deux pays, où le contrôle des réfugiés algériens prenait souvent la forme de véritables vexations, alors qu'on cherche de plus en plus à restreindre les activités de l'ALN, en procédant même à des saisies d'armements comme ce fût le cas en Tunisie où en laissant intervenir contre les combattants algériens, les troupes françaises encore installées dans les deux pays. La France continuait, en effet d'y avoir des influences économiques et politiques et pouvait à l'occasion y déployer sa capacité de nuisance militaire contre les deux gouvernements lorsqu'ils faisaient preuve de fermeté à son égard (comme ce fût le cas avec le bombardement en février 1958 de Sakiet Sidi Youssef en Tunisie). Par ailleurs le problème des frontières avec l'Algérie héritées de la colonisation sont remises sur le tapis dans les deux pays et engendreront à partir de 1957 notamment dans la région de Figuig (au sud du Maroc) une série d'incidents liées à la volonté des Autorités et de l'Armée marocaine encouragées par la déclaration de Allal El Fassi et paradoxalement des rescapés de l'ancienne Armée de libération du Maroc d'empêcher le FLN d'utiliser cette voie de passage entre le Maroc et l'Algérie²⁷.

Il nous faudra cependant aborder aussi la question de la course vers le pouvoir qui caractérisera les pays maghrébins à la veille puis au lendemain de l'indépendance. Il est significatif que les gouvernants autonomes puis indépendants n'aient pas hésité en Tunisie puis au Maroc à faire intervenir les troupes françaises contre ce qui restait des Armées de libération, dans le premier pays en 1955-1956 pour combattre les partisans de Salah Benyoussef (lui-même assassiné en 1961), puis dans le second avec l'opération Ecouvillon (fin 1957-début 1958). Ce dernier pays connaîtra d'ailleurs dès l'approche et aux débuts de l'indépendance une série de règlements de comptes et attentats mettant aux prises

²⁷ Pour tout ce qui est des relations entre le FLN et les deux pays voisins, on pourra se référer à Mohammed Harbi, *Le FLN, mirage et réalités des origines à la prise du pouvoir 1945-1962*, Paris, Ed J.A, 2^{ème} édition 1985 (voir p.557 à 562), et Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Alger, Casbah Editions, 2003 (1^{er} édition, Arthème Fayard, 2002)

On pourra consulter aussi les documents très instructifs présentés par Mohammed Harbi dans *Les Archives de la Révolution algérienne*, Paris, Ed JA, 1981, p.413 à 461 : et par Mohammed Harbi et Gilbert Meynier, *Le FLN document et histoire 1954-1962, op.cit.*, voir p.764 à 774. Pour ce qui est du problème des frontières entre l'Algérie et ses deux voisins, cf. aussi Nicole Grimaud, *La politique extérieure de l'Algérie*, Alger, Ed Rahma, 1994, Op.cit, p177 à p185. (1^{ère} édition, Karthala, 1984).

groupes armés de l'Istiqlal (El-Mounadhama Esseriyâ), et combattants de l'Armée de libération et leurs alliés dont des dirigeants comme Abbas (El Messadi) ou Abdallah Haddaoui sont assassinés alors que d'autres sont blessés ou échappent à des attentats, comme ce fût le cas pour Nadir Bouzar lui-même.²⁸ Ce dernier est d'ailleurs obligé de se réfugier durant une courte période en Egypte, avant de revenir au Maroc pour y être arrêté et assigné à résidence durant quelques années dans le Sud du pays, puis de se retirer en Algérie à partir de 1963. Il y connaîtra encore quelques déboires dues sans doute à sa mésentente avec les Egyptiens concernant leurs velléités en direction du Maghreb et finira sa vie en 1975 comme cadre du Ministère des Affaires étrangères. Nous assistons en fait à une bataille autour du pouvoir dans les deux pays ayant accédé à l'indépendance dès 1956 et où tout se passe comme le faisait remarquer René Gallissot, comme si elle opposait trois postulants : le Palais (Le Sultan ou le Bey), des forces politiques aspirant au monopartisme (Istiqlal et Néo-Destour), et enfin les Armées de libération. Dans les deux cas, ces dernières avaient perdu la partie de même que le Bey et au profit du Néo-Destour et de Bourguiba en Tunisie, et que l'Istiqlal au Maroc où la monarchie triomphera. Si dans le second cas un Conseil national de la Résistance avait pu être constitué après le retour du roi en novembre 1955, il ne pourra malheureusement se réunir qu'une seule fois, le chant du cygne, le 18 août 1956.

Le Palais qui s'était d'abord appuyé sur l'Armée de libération et d'autres mouvements de résistance et après en avoir assimilé des composantes dans les Forces armées royales ou dans l'administration, et ce sera vrai pour l'Istiqlal aussi, saura avec le soutien traditionnel du Makhzen et on sait de quelle manière neutraliser les récalcitrants et contrôler seul les rênes du pouvoir²⁹. Est-ce que le même scénario de lutte pour le pouvoir s'était déroulé en Algérie avec l'indépendance en 1962, mais avec cette fois-ci le triomphe de l'Armée de libération ? Peut-être, à cela près qu'ici il n'y avait pas de monarque et que les partis politiques ou ce qui en restait avaient de facto après novembre 1954 été avalés ou éliminés par le FLN. La lutte pour le pouvoir a pour aller vite opposé à l'intérieur de la même organisation, politiques et militaires et eux-mêmes répartis entre groupes agissant à l'intérieur du pays et groupes expatriés. Tous ciblés dès Août 1956 dans la Plateforme de la Soummam !

²⁸ Cf. Waterbury, John, *Le commandeur des Croyants*, *op.cit.*, et Bouzar, N., *L'Armée de la libération marocaine*, *op.cit.*

²⁹ Cf. Waterbury, John et Zadé, Mohamed, pp. 235-242 et pp. 268-270.

Bien entendu, chacune des composantes en lutte pour le pouvoir à l'orée des indépendances des différents Etats maghrébins, ne pouvait constituer une structure désincarnée et nécessiterait une analyse du point de vue de sa base sociale et du degré d'homogénéité dans ses motivations idéologiques et de consistance de son programme politique. Nous ne nous y engagerons pas ici³⁰ ou du moins et pour conclure nous l'effleurons par un autre angle, celui du phénomène générationnel et à travers le cas abordé ici du projet avorté (ou interrompu selon l'approche) de fondation de l'Armée de libération du Maghreb.

7. De la Guerre du Rif aux Guerres de libérations : quelques repères biographiques pour l'étude d'un effet générationnel

L'expression d'une conscience nationale au sens moderne du terme dans les pays maghrébins s'affirme nettement dans l'Entre deux Guerres mondiales pour aboutir à la radicalisation et aux Guerres de libération des années 1950. La déstructuration des sociétés colonisées et l'acculturation qui s'en suivra y auront joué un rôle certain et il en est de même pour les changements à l'échelle mondiale qui ont marqué la première moitié du vingtième siècle, dont les échos parviennent au Maghreb grâce aux progrès des systèmes de communication et via les flux migratoires qui touchent la région. Ce tout dernier phénomène retiendra ici notre attention pour tenter d'approcher l'émergence dans la vie politique d'une sensibilité maghrébine qui finira à travers une trajectoire dont nous avons présenté une esquisse, par déboucher sur la tentative de mise sur pied d'une Armée de libération du Maghreb. Il y a bien entendu l'émigration maghrébine en France où devaient finir de prendre formes en 1926 l'Etoile nord-africaine (ENA) puis en 1927 l'Association des étudiants musulmans nord-africains (AEMNA), ainsi qu'au Moyen-Orient, et notamment le Caire, siège de la Ligue arabe fondée en 1945, et où aux flux traditionnels de pèlerins de passage vers la Mecque, de commerçants et de lettrés et d'étudiants, allait s'ajouter aux lendemains de la seconde Guerre mondiale celui des exilés politiques et leaders nationalistes. Cette dernière ville allait constituer un Creuset où sera ouvert en 1947 le Bureau du Maghreb arabe (auprès de la Ligue arabe), puis créé en 1948 le Comité de libération du Maghreb arabe avec toutes les initiatives qui s'en suivront, notamment depuis l'arrivée au pouvoir en 1952 des Officiers libres puis la montée du nassérisme.

³⁰ Bien entendu les travaux existent sur la question et on renverra ici plus particulièrement à ceux de John Waterbury sur le Maroc et Mohammed Harbi sur l'Algérie.

Il y a enfin les mouvements migratoires internes aux pays de l'ancienne Afrique du Nord sous domination française (et espagnole pour le nord du Maroc) et où verront le jour des amicales et associations de résidents et d'étudiants, telles à Alger en 1919 l'Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord (AEMAN, équivalent de l'AEMNA à Paris) ou à Tunis au sein de la Zitouna, et sans oublier l'action menée au sein des sections syndicales et des mouvements politiques, toutes ces activités combinées aux luttes et dynamiques locales³¹ (ou propres à chacun des pays concernés) auront certainement contribué au déclenchement des Guerres de libération participant pour reprendre Karl Mannheim, à un même « espace socio-historique », voir à un même « champ d'expérience »³², si on considère que c'est le cas pour les mouvements qui au Maghreb, vont durant toute une partie du XX^{ème} siècle contester la colonisation sur des bases nationalitaire et finir par mettre un terme à son système de domination. Si assurément nous n'avons pas tout à fait affaire à la même génération au sens biologique du terme, au sens historique, la réponse peut être positive et en tous les cas ce seraient des générations, où tranches de génération qui se chevaucheraient au cours d'une séquence de temps relativement courte et avec des objectifs qui sont similaires, se rejoignant même pour l'essentiel.

Il faudra s'intéresser de plus près aux tranches d'âges, ou *génération* qui ont activé à faire germer le projet d'unité maghrébine comme aboutissement des Guerres de libération, objectif que l'ébauche d'une Armée de libération du Maghreb fédérant les trois Armées de libération nationale, a visé à mettre en œuvre. C'est donc une génération marquée à la fois par le succès de l'entreprise, puisque le système de domination coloniale a pris fin au Maghreb, et par l'échec dans la mesure où le projet d'unité maghrébine qu'ils espéraient pouvoir mener à terme n'a pas abouti. Il reste cependant à aborder toujours en nous référant à Mannheim, la question du « moment fondateur » de ce phénomène générationnel, en nous demandant s'il n'y en a pas plusieurs susceptibles de participer à ce même processus historique, sans perdre de vue que selon la contemporanéité les tranches d'âges, les lieux et les contextes de socialisation certains pouvaient paraître à différents acteurs plus marquants que d'autres.

³¹ Cf. l'usage proposé par Maxime Robinson des notions de « dynamique locale » et de « dynamique globale » dans *Marxisme et Monde musulman*.

³² Cf. Mannheim, Karl, *Le problème des générations (1928)*, Traduction de l'Allemand au Français, Paris, Ed. Fernand Nathan, 1990.

L'hypothèse pour laquelle nous opterons ici est que la Guerre du Rif dans les années 1920, peut autant postuler en ce qui concerne l'objet de cette contribution que les tragiques Événements de mai 1945 en Algérie qui ont produit la génération de l'OS ou que les Guerres de libération déclenchées dans les années 1950, à la fonction d'événement fondateur, sauf que les dernières citées auront permis la fusion des différents segments.

Pour revenir au Rif, on sait qu'après avoir participé à la révolte contre les Français déclenchée en 1915 à partir de la région de Taza par Abdelmalek, fils de l'Emir Abdelkader³³, le futur Emir Mohammed Ben Abdelkrim Al Khattabi, va à son tour mobiliser dès 1920-1921, les populations de la région pour une insurrections qui mettra en échec les troupes coalisées espagnoles et françaises, et ce jusqu'à son arrestation et sa déportation en 1926 sur l'île de la Réunion. Les victoires militaires de Abdelkrim au Maroc³⁴ auront à l'échelle du Maghreb notamment un retentissement aussi important que les actions de Mustapha Kamel Atatürk en Turquie et toute une catégorie de militants et futurs militants en sera profondément marquée³⁵. C'est sous doute le cas de la plupart des leaders politiques qui étaient de passage au Caire où y résidaient, en gravitant autour du comité de libération du Maghreb arabe qu'il présidait de façon symboliques a-t-on souvent écrit, mais quel symbole...! La Guerre du Rif apparaissait beaucoup comme un « Dien Bien Phu » avant l'heure, et qu'il était possible de réitérer à l'échelle du Maghreb. Le Rif a de nouveau été choisi pour constituer un des bastion de cette insurrection qui semblait devoir se généraliser, ceci pour des raisons de commodité parce que la zone échappait à la domination française, et pour sa proximité géographique avec l'Espagne (qui souvent laissait faire), mais ne l'oublions pas aussi l'Algérie parce que la frontière y était toute proche aussi, ce qui allait permettre les opérations synchronisées contre les troupes françaises, celles du 1^{er} octobre 1955 notamment. Messali et l'Emir Abdelkrim semblaient d'ailleurs avoir voulu déjà enclencher le processus lors de leur rencontre du Caire en 1951, mais ironie de l'histoire... Les contacts humains des deux côtés de cette

³³ Sur Abdelmalek, cf. Aboukacem Saadallah, *La montée du nationalisme algérien*, Alger, ENAL, 1985, voir p. 175-176.

³⁴ Cf. Gallissot, René et autres, *Abdelkrim et la République du Rif* (Actes de Colloque), Paris, Ed. Maspéro, 1976 et Albert Ayache, *Les origines de la Guerre du Rif*, Rabat, Smer et Paris, Ed. de la Sorbonne, 1981.

³⁵ Cf. par exemple ce qu'en dit Messali Hadj dans ses mémoires, et les travaux de benjamin Stora sur Messali.

frontière y étaient d'ailleurs ancestraux³⁶ suffisamment déjà pour que des Algériens, en fait des Algéro-marocains et Maghrébins de cœur ont eu à s'impliquer avec les Marocains à la fois lors des événements des années 1920 et des années 1950.

Mustapha Bouabdallah et Mohammed Khattab par exemple nés tous les deux en Algérie, en 1904, l'un près de Ghazaouet, l'autre à Mila, et qui observent la Guerre du Rif, le premier à partir de la frontière algérienne, le second du Maroc même où ils finissent pour se retrouver tous les deux très riches propriétaires fonciers. Avec le déclenchement des Guerres de libération, ils sont parmi les principaux pourvoyeurs en fonds et en moyens logistiques des Armées de la libération des deux pays, notamment pour les bases installées dans le Rif et le Maroc oriental³⁷. Le cas de Aly el Hammamy est encore plus révélateur. Né à Tiaret en 1902, il aurait participé aux épopées militaires de Abdelmalek et de Abdelkrim avant de faire la connaissance de Hadj Ali Abdelkader, de l'Emir Khaled, et de quelque autres, en déambulant de Paris à Moscou pour atterrir au Moyen-Orient où il finira prématurément sa vie en 1949 dans un accident d'avion au Pakistan, alors qu'il était membre du Comité de libération du Maghreb arabe. Il venait de publier un roman à la gloire du Maghreb et dont le personnage *Central Idris* est d'ailleurs natif du Rif et partie prenante dans l'insurrection dirigée par Abdelkrim qu'il nous fait revivre ainsi que l'état du monde musulman de l'époque³⁸.

La liste pourrait être allongée, mais deux autres cas au moins sont incontournables et dont il a déjà été question, puisqu'il s'agit du Docteur Abdelkrim Khatib et de Nadir Bouzar de pères algériens, le premier né à El-Jadida en 1921 et qui sera le responsable politique de l'Armée de

³⁶ Sur les contacts et mouvements de population, cf. Notamment : Mimoun Aziza, « Le Rif terre d'émigration : d'une migration saisonnière vers l'Algérie à une émigration permanente en Europe » in Nouria Ouali (Ed.) ; *Trajectoires et dynamiques migratoires des Marocains de Belgique*, Bruxelles, Académia Bruylant (Collection carrefours), 2004 (p. 83-93) ; et la thèse de Mohammed Amattat sur *les Algériens au Maroc*, محمد أمطاط، الجزائريون في المغرب ما بين سنتي 1962-1830، الرباط، دار أبي رقرق للطباعة و النشر، 2008.

³⁷ Mustapha Bouabdallah s'était engagé vers le milieu des années 1920 dans un régiment de Tirailleurs cantonné dans la région de Tlemcen. On pourra se référer aux articles que lui a consacré la presse algérienne après son décès en février 2009 au Maroc à l'âge de 105 ans. Mohammed Khettab aurait même tenté de se faire recruter dans les troupes de Abdelkrim, Cf. la biographie qu'en présente Farouk Benatia sous le titre : *Si Mohammed Khattab, Précurseur du Maghreb*, Alger, OPU, 1991.

³⁸ Cf. Aly El Hammamy *Idris*, roman nord-africain, Alger, SNED, 1976, réédition avec la préface rédigée pour la 1^{ère} édition au Caire, 1948 par l'Emir Abdelkrim, ainsi qu'une introduction de Cheikh Bouamrane. Pour la biographie de l'auteur, on pourra se référer à l'ouvrage de Amar Belkhdja, *Ali Hammami et la montée du nationalisme algérien*, Alger, éditions Dahlab, 1991.

libération du Maroc, le second à Rabat en 1917 qui en sera le principal dirigeant militaire avec El Mesâadi (Abbès).

Il est difficile pour le père de Khatib ne pas voir au choix du prénom donné à son fils à quelques mois de la bataille d'Anoual, des sympathies au moins, pour l'action de l'Emir Abdelkrim, ce que laisseraient supposer aussi les alliances matrimoniales ultérieures du docteur³⁹. Quant à Bouzar, il nous raconte lui-même comment il entendait en 1925 tonner le canon non loin de Taourirt tandis que la population européenne déferlait de panique vers la frontière algérienne. Il nous raconte aussi comment son père Abdelkader diplômé de la Medersa d'Alger et originaire de Méliana avait officié comme interprète lors de la Conférence d'Oujda entre les Français et les émissaires d'Abdelkrim et comment après sa fuite au Caire en 1953, le fils devenu adulte allait enfin connaître de près l'Emir ainsi que Khider, Aït Ahmed, Benbella, Allal El Fassi et toute la diaspora politique maghrébine en Egypte. En mars 1955 ce sera l'odyssée du Dina puis de l'Armée de libération maghrébine avec la fin que l'on connaît⁴⁰.

³⁹ John Waterbury, *op.cit.*, p. 130. A noter que le Docteur Khatib a publié des mémoires édités au Maroc par Hamid Khabache et Najib Kamali sous le titre de مصاربية حياة, S.E, 1997, p. 229, on signalera aussi ici que Abdelkrim était un parent à Youssef Khatib dit "Si Hassan" qu'il fut chef de la wilaya IV du FLN.

⁴⁰ Pour ce qui est de Nadir Bouzar on pourra de référer aux éléments autobiographiques compris dans ses ouvrages déjà cités, *L'odyssée du Dina et L'Armée de libération du Maroc*, mais aussi à son livre autobiographique (jusqu'à sa fuite en Egypte en 1953) édité d'abord sous le titre *j'ai cru en la France (Le Caire, 1954)*, puis sous le titre de *Abus de confiance*, Alger, ENAL, 1989, toujours avec la préface de Allal El Fassi et la postface de Mohammed Khider.